

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er}. ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	700 fr.	375 fr.
Etranger	850 fr.	450 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 30 fr.
Par porteur ou par la poste :
Togo, France et Colonies : 35 fr.
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

la ligne	30 f
Minimum	150 f
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	150 f

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Office des changes

AVIS aux importateurs et avis de l'Office des changes n° 180 relatif aux formalités et procédures à respecter par les importateurs titulaires de licences financières dans le cadre de l'aide Américaine à l'Europe.

L'avis n° 160 de l'Office des Changes (paru au J.O. du Togo du 1^{er} décembre 1950) a porté à la connaissance des importateurs et des intermédiaires que le remboursement de factures d'un montant inférieur à 500 dollars ne sera plus demandé à l'E.C.A. et que les importateurs titulaires de licences Pre-B devront solliciter de l'Office des Changes, dans les conditions habituelles, l'autorisation d'acheter au marché libre les dollars nécessaires au règlement des factures d'un montant inférieur à 500 dollars.

Le présent avis a pour objet de préciser que cette règle a une portée générale et qu'aucun remboursement inférieur à 500 dollars ne sera demandé à l'E.C.A., quelle que soit la nature de la dépense.

En conséquence, les règlements de frêt inférieur à 500 dollars devront être effectués à l'aide de dollars acquis sur le marché libre, après autorisation de l'Office des Changes, dans les conditions habituelles.

VIS N° 181 de l'Office des Changes relatif au règlement financier des importations en provenance de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

En raison des mesures qui viennent d'être édictées par les Autorités Monétaires de l'Union Economique

Belgo-Luxembourgeoise, les importateurs de marchandises en provenance de cette Union ne peuvent faire l'objet de paiement qu'après réalisation des importations.

En conséquence, les importations ne peuvent plus donner lieu avant réalisation à achat de francs belges au comptant ou à terme, ni à versement au crédit d'un compte étranger belge.

AVIS N° 182 de l'Office local des changes relatif aux relations financières entre la zone franc et la République Argentine.

A compter de la publication du présent avis, toute opération au débit des comptes étrangers argentins doit être faite dans les conditions ci-après.

Est, en conséquence, suspendue, en ce qui concerne le fonctionnement des comptes étrangers argentins, l'application des dispositions contenues dans les instructions aux intermédiaires n° 36 par II et 471 par 1 (Avis 164), de l'Office local des changes, ce dernier avis publié au Journal Officiel du Togo n° 695 du 1^{er} janvier 1951 dans la mesure où elles sont incompatibles avec le présent avis.

1 — Règle Générale

1°) A compter du 19 octobre 1951, toute opération au débit des comptes étrangers argentins est, en règle générale, subordonnée dans chaque cas, à une autorisation spéciale et préalable de l'office local des changes.

2°) Cette règle est applicable à tous les comptes étrangers argentins, qu'il s'agisse des comptes ouverts, avec l'accord des autorités monétaires argentines, au nom de banques établies en Argentine et dénommés,

selon la terminologie argentine, « comptes particuliers argentins », ou qu'il s'agisse de comptes ouverts en application de l'avis n° 164 (inst. n° 471) au nom de toute personne physique ou morale établie en Argentine.

II — Dérégulation à la Règle Générale

La règle générale édictée au paragraphe 1^{er} ci-dessus ne comporte que les dérogations ci-après :

1^o Règlements d'exportations à destination de la République Argentine.

Les prélèvements au débit des comptes étrangers argentins afférents à des règlements d'exportations à destination de la République Argentine (principal et frais accessoires), peuvent être faits sans autorisation spéciale et préalable, lorsque l'exportateur est en mesure de justifier à la banque chez laquelle est ouvert le compte à débiter que l'exportation a été réalisée avant le 19 octobre 1951.

Il est rappelé que, pour justifier de la réalisation de l'exportation et, en particulier, de sa date, l'exportateur doit remettre à la banque domiciliataire l'exemplaire du titre d'exportation (licence d'exportation ou engagement de change, selon le cas) qui a été restitué audit exportateur, après imputation, par le bureau de douane de sortie.

Tout prélèvement au débit d'un compte étranger argentin en vue d'un règlement d'exportation (principal et frais accessoires) doit, lorsque les conditions ci-dessus ne sont pas remplies, être soumis à l'autorisation spéciale et préalable de l'office local des changes. Il en est ainsi notamment pour :

Les exportations réalisées à partir du 19 octobre 1951 quel que soit le régime sous lequel les marchandises sont exportées et, notamment, même si l'exportation peut se faire sous le couvert d'un simple engagement de change ;

Les règlements d'avances sur commandes.

En ce qui concerne les exportations portant sur des marchandises expédiées directement à destination de la République Argentine avant le 19 octobre 1951, mais dont le passage en douane sera postérieur à cette date, l'autorisation sera délivrée sans difficulté, lorsque la demande sera assortie indépendamment de l'exemplaire du titre d'exportation imputé par le bureau de douane de sortie, d'une lettre de voiture (ou de tout titre de transport en tenant lieu) attestant le chargement de la marchandise avant le 19 octobre 1951, en vue de son acheminement direct sur un port d'embarquement de la zone franc.

2^o Règlement des frais de séjour exposés en France (1) par des personnes résidant en République Argentine.

Les prélèvements au débit des comptes étrangers argentins en vue du règlement des frais de séjour exposés en zone franc par des personnes résidant en République Argentine sont dispensés d'une autorisation préalable, dans les conditions suivantes :

a) comptes ouverts au nom de personnes morales.

Les prélèvements sont limités à 10.000 frs métropolitains par personne et par journée de séjour.

b) comptes ouverts au nom de personnes physiques.

Les prélèvements sont faits en faveur du titulaire du compte ou de sa famille (conjoint ascendants et descendants directs) lors du séjour en France des intéressés ;

Ils sont limités à 10.000 fr. métropolitains par personne et par journée de séjour sans pouvoir excéder 500.000 fr. métro. au total par mois de séjour en France pour une même famille.

Dans les deux cas visés aux alinéas a et b qui précèdent la banque qui tient le compte à débiter est tenue de s'assurer sous sa responsabilité, que les bénéficiaires des prélèvements résident habituellement en République Argentine.

3^o Virements entre comptes étrangers argentins

Tout compte étranger argentin peut être débité librement par le crédit d'un compte étranger argentin ouvert, avec l'accord des autorités monétaires argentines, au nom d'une banque établie en République Argentine (c'est-à-dire selon la terminologie argentine, par le crédit d'un « compte particulier argentin »).

Lorsque le compte à créditer ne remplit pas les conditions ci-dessus, le virement nécessite une autorisation spéciale et préalable de l'office local des changes.

(1) Par « France », il faut entendre dans le présent avis :

- la France métropolitaine,
- les Départements de la France d'outre-mer,
- les autres territoires d'outre-mer de l'Union française.

AVIS aux exportateurs et avis n° 183 de l'office des changes relatif aux exportations de marchandises à destination de la République Argentine.

A compter du 8 novembre 1951 les exportations de marchandises à destination de la République Argentine doivent être faites dans les conditions ci-après :

I — Réalisation des exportations

A dater du 8 novembre 1951 les exportations de marchandises à destination de la République Argentine ne pourront être faites que si l'exportateur est en mesure de produire au bureau de douane de sortie, indépendamment du titre d'exportation (licence d'exportation ou engagement de change), une « autorisation spéciale de paiement » délivrée par l'office local des changes.

Cette règle est applicable, quelle que soit la nature des marchandises exportées et que le titre d'exportation ait été délivré et visé avant le 8 novembre 1951 ou depuis cette date.

Les demandes d'autorisations spéciales de paiement doivent être présentées à l'office local des changes, en quatre exemplaires, (deux exemplaires blancs, un exemplaire vert ou rayé de vert, un exemplaire bleu ou rayé de bleu) sur formules conformes au modèle annexé au présent avis.

Si l'autorisation est accordée, l'office local des changes restitue à l'exportateur les exemplaires vert et bleu de « l'autorisation spéciale de paiement » revêtus d'un visa d'autorisation et d'un N° de référence.

L'exportateur remet l'exemplaire vert à la banque domiciliaire. Il annexe l'exemplaire bleu au titre d'exportation destiné à la douane.

Le bureau de douane s'opposera à la sortie des marchandises lorsque l'exemplaire du titre d'exportation destiné à la douane ne sera pas accompagné de l'autorisation spéciale de paiement correspondante (exemplaire bleu) revêtue du visa d'autorisation de l'office local des changes et d'un N° de référence.

Après réalisation de l'exportation, le bureau de douane adresse l'exemplaire bleu de l'autorisation spéciale de paiement, qui lui a été remis, à l'office local des changes.

II — Règlement financier des exportations

Par dérogation à la règle générale fixée par l'avis n° 182-I (instruction aux intermédiaires n° 543) (1), les prélèvements au débit des comptes étrangers argentins, afférents à des règlements d'exportations à destination de la République Argentine, peuvent être faits sur simple remise par l'exportateur à la banque domiciliaire de l'exemplaire vert de l'autorisation spéciale de paiement prévue au paragraphe I ci-dessus, revêtu du visa d'autorisation de l'office local des changes et du N° de référence.

Si le compte à débiter est tenu chez une banque autre que la banque domiciliaire, le prélèvement intervient sur production par la banque domiciliaire à la banque qui tient le compte à débiter d'une copie conforme à l'autorisation spéciale de paiement en sa possession.

(1) Avis transmis aux Banques et à la Chambre de Commerce le 8 novembre 1951.

ANNEXE

Exportation à destination de la République Argentine.

Autorisation spéciale de paiement.

AVIS aux exportateurs et avis n° 183 de l'office local des changes du 8 novembre 1951.

Nom de l'exportateur
Domicile

Banque domiciliaire
Nature de la marchandise
Poids
Prix de la marchandise
Date probable de l'exportation
Mode de règlement (1)

Référence du titre d'exportation	Décision de l'office local des changes
Licence N°	Autorisé pour
Engagement de change N°	Cachet du bureau de douanes de sortie (2)

(1) L'exportateur doit indiquer de manière précise si le règlement doit intervenir en francs métropolitains par le débit d'un compte étranger argentini ou suivant d'autres modalités.

(2) Cette case n'est indispensable que pour l'exemplaire bleu ou rayé de bleu.

AVIS aux Importateurs et aux Exportateurs et avis n° 184 modifiant la réglementation des comptes « Exportations-Frais Accessoires » (comptes E.F.A.C.)

Les modifications suivantes sont apportées aux dispositions de la réglementation des changes relative aux comptes « exportations frais accessoires ».

I — Mise en report des sommes inscrites au crédit de comptes E.F.A.C. en devises.

La paragraphe VII de l'avis n° 178 est abrogé. En conséquence les disponibilités d'un compte E.F.A.C. en devises ne peuvent plus désormais être mises en report, pour le compte du titulaire, sur le marché libre ou sur le marché officiel, selon le cas.

II — Rapatriement définitif des sommes inscrites en comptes E.F.A.C.

Selon l'avis n° 139 paru au J.O. Togo du 1^{er} septembre 1950 n° 684 — page 820, les disponibilités des comptes E.F.A.C. en devises peuvent à tout moment être cédées, en tout ou partie, sur le marché libre ou sur le marché officiel, selon le cas.

Cette cession peut être faite à terme, étant entendu que le contrat de terme ne peut être reporté et que les devises doivent être livrées à l'échéance.